



La finance islamique pour la promotion secteur privé. Page 4

Éducation dans la région du Sud-Ouest: Le Projet Fonds Enfants offre un complexe scolaire à la population de Batié-Blé dans la commune rurale de Bousséra. Page 2

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°226 du vendredi 2 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 14.
- **Activités du gouvernement.** P. 6.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération :

Le parlement français soutient les efforts de développement au Burkina Faso

P.6

Région du Centre



Le Premier ministre échangeant avec son hôte.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Célébration des 10 ans de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya

Les 03 et 04 décembre 2016





Éducation dans la région du Sud-Ouest:

Le Projet Fonds Enfants offre un complexe scolaire à la population de Batié-Blé dans la commune rurale de Bousséra

Région du Sud-Ouest



Inauguration du complexe scolaire.

Le Projet Fonds Enfants a procédé à l'inauguration d'un complexe scolaire au profit des enfants du village de Batié-Blé dans la commune rurale de Bousséra. L'activité a eu lieu le 25 novembre 2016. C'était en présence d'un important nombre d'autorités régionales dont le Gouverneur Tagsseba Nitiéma et des premiers responsables du Projet Fonds Enfants et de la population sortie nombreuse pour vivre l'évènement.

Le Projet «Fonds Enfants» est un projet crée en 2005 dans le cadre de la coopération au développement entre

la République Fédérale d'Allemagne(RFA) et le Burkina Faso. Il intervient dans le cadre des activités ayant trait à la promotion et à la protection des droits de l'enfant en général, et en particulier, la lutte contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants. Sa zone d'intervention prioritaire est, la région du Sud-Ouest, de l'Est, la province du Koulpelogo, les communes de Bittou et de Garango dans la région du Centre-Est.

Toutes fois des actions d'envergure nationale peuvent être réalisées. Plusieurs interventions ont marqué la

cérémonie de remise de ce joyau. Du discours du chef de terre du village de Batié-Blé, Somé Sékité en passant par celui du représentant des élèves, Da Oyor, du directeur de l'école, Da Sié Michel, du maire de Bousséra, Palé Sié et du Gouverneur Tagsseba Nitiéma, tous ont salué le geste du Projet Fonds Enfants.

Avant de prononcer son discours, le maire Sié Palé a présenté sa commune. En effet selon lui, la commune de Bousséra est une commune rurale, située à plus de quarante(40) kilomètres du chef-lieu de la province qui est Gaoua. Cette

La suite à la page 3.



ÉDUCATION

La suite de la page 2.

commune compte cinquante-sept(57) villages et est limitée à l'ouest par la commune urbaine de Gaoua, au nord par les communes rurales de Malba et Nako, à l'est par le fleuve Mouhoun qui fait frontière avec la République sœur du Ghana et au sud par la commune de Gbomblora. Elle a une superficie de cinq cents (500) kilomètres, une densité de trente(30) habitants au km² avec une population estimée à plus de vingt (20 000) mille habitants. La commune de Bousséra présente certaines faiblesses. Sur le plan de l'éducation par exemple, la commune compte seulement vingt et sept (27) écoles dont neuf(9) sous pailottes, un(1) lycée et deux(2) CEG sous pailottes.

Dans le domaine de la santé seulement deux(2) CSPS pour une population estimée à plus de vingt (20 000) mille habitants avec une dizaine de villages sans point d'eau potable. Et le CSPS de Batié-Nord est en état de délabrement. En termes de projection, le Projet Fonds Enfants compte construire sept(7) écoles sur les neuf(9) sous pailottes. Il s'est dit également satisfait de l'accueil et de ce joyau construit pour les enfants. Car, dit-il ces élèves travaillaient dans des conditions difficiles et pénibles.



Façade du complexe scolaire de l'école de Batié-Blé.

Ces derniers écrivaient à même le sol a-t-il indiqué. En effet, plus de quarante-sept(47)millions de francs CFA ont servi pour la construction de ce complexe scolaire composé de trois(3) salles de classes, un(1)bureau du Directeur, un(1) magasin, une(1) cuisine, un(1)forage et des blocs de latrines pour élèves et enseignants. Et le Projet ne compte pas s'arrêter là a-t-il poursuivi le coordonnateur national.

Le Gouverneur, dans son discours, a salué le partenariat entre le Ministère

de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation(MENA) et le Projet Fonds Enfants. C'est une action noble, un témoignage vivant. Pour ce faire, il a plaidé pour une pérennisation et consolidation de l'action. Il a aussi demandé aux enseignants, aux élèves et à toute la population à prendre soins de ce joyau pour qu'il serve aux autres générations. L'école de Batié-Blé compte aujourd'hui un effectif de cent cinquante-six(156) élèves soit quatre-vingt(80) filles et soixante-seize(76) garçons encadrés par quatre(4) enseignants.

En plus du joyau, le Projet Fonds Enfants offre à quarante(40) élèves orphelins des bourses d'une valeur de soixante(60000)mille francs CFA et cinq(5) écoles de la commune seront dotées en vivres pour alimenter leur cuisine. De 2015 à 2016 le Projet Fonds Enfants dans ces différents domaines d'intervention a financé les projets de la région du Sud-Ouest à plus d'un(1) milliard de francs CFA. Avant la coupure du ruban, des cadeaux ont été offerts à certaines personnalités.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SCI



Elèves de l'école de Batié-Blé.



ÉCONOMIE

La finance islamique pour la promotion secteur privé

Région du Centre



De gauche à droite, Aboubakari Ouédraogo du cabinet What You Need, Yacouba Belemviré de l'ADEFI, Justin Damo Barro de l'International Consulting Group et Issa Compaoré le Directeur Général de l'IST ont vanté les mérites de la finance islamique.

Dans le souci de doter le secteur privé de sources de financements islamiques, Burkina Islamic Forum, prévoit d'organiser un forum sur la finance islamique en janvier 2017 à Ouagadougou. Une conférence de presse a, de ce fait, été animée ce 29 novembre à Ouagadougou en vue de sensibiliser sur les opportunités qu'offrent cette finance alternative.

Selon l'ancien Directeur Général de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et maintenant à l'International Consulting Group, Justin Damo Barro citant le Forum Economique Mondial, le secteur privé est soumis à de goulots d'étranglements dus notamment aux difficultés d'accès aux financements consécutives non seulement à la raréfaction des ressources depuis la crise financière de 2008. *À ces contraintes conjoncturelles, le banquier a aussi indexé « des limites*

objectives» qu'aurait le système financier classique quant à « apporter des solutions appropriées » aux besoins de financements du secteur privé.

Forte croissance. Pour combler le déficit du système financier classique, des financements alternatifs ont vu le jour avec des fortunes diverses. Grace à son efficacité et à sa souplesse notamment, la finance islamique tire son épingle du jeu et ce, depuis une décennie. L'originalité de cette finance c'est qu'elle *« implique les apporteurs de capitaux dans la réalisation et le succès des projets des bénéficiaires » a expliqué M. Barro.* La forte croissance que connaît cette finance va bien au-delà du monde musulman. Le taux de croissance est de l'ordre de 16% et il n'est pas jusqu'à l'Europe et les Etats-Unis qui ne l'ont pas adoptée. Conscients des opportunités qu'ils offrent, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et maintenant le Burkina ont décidé

de promouvoir les financements islamiques en vue de soutenir leurs économies. Et la BCEAO, qui vient d'aménager un cadre réglementaire en vue de la promotion de cette finance, n'est pas en reste.

Avantages. Le Directeur Général de l'Institut Supérieur de Technologie (IST), Issa Compaoré qui a déploré le retard qu'accusent les pays d'Afrique de l'Ouest dans l'adoption de cette finance, explique que ce retard est dû à des raisons structurelles ; *taux de bancarisation très bas.* Il estime que la finance islamique offre plusieurs avantages du fait qu'elle soutient les projets concrets et qu'elle prône la transparence et la sociabilité *« Dans la finance islamique, les entreprises ne sont tenues de payer que lorsqu'elles font des bénéfices contrairement au système de financement classique » a expliqué Aboubakari Ouédraogo du cabinet What You Need.* De fait, le Directeur Général de l'IST prévoit

La suite à la page 5



La suite de la page 4

d'adapter la formation dans son institut à cette nouvelle donne. Le séminaire, a donc pour ambition de vulgariser les avantages au public pour que celui-ci se les approprie en vue de promouvoir le secteur la privé au Burkina d'où le thème : « *Finance islamique, mécanisme alternatif et innovant pour la relance économique du Burkina Faso* ». Prévu du 26

au 27 janvier 2017, ce forum sera patronné par le Président du Faso et parrainé par la Ministre de l'Economie et du Développement Rosine Coulibaly. Sont attendus environ deux cents (200) participants qui aborderont des problématiques liées aux financements des secteurs tels l'agriculture, les infrastructures ainsi que l'emploi des jeunes et des

femmes. Un séminaire de formation sur la finance islamique est auparavant prévu du 14 au 16 décembre 2016 toujours à Ouagadougou.

Soumana Loura pour SCI

Droits de l'Homme:

Les députés s'arment de connaissances sur les droits de guerre

Région du Centre



Le Président de l'Assemblée Nationale représenté par le quatrième vice-président, Ousséini Tamboura dit espérer que les parlementaires vont tirer le plus grand profit de la sensibilisation.

Le Comité Interministériel des Droits Humains (CIMDH) organise ce 25 novembre à Ouagadougou, une session de sensibilisation en l'endroit de députés burkinabé en vue de les sensibiliser sur la notion Droit International Humanitaire (DIH).

La persistance des conflits armés de par le monde a emmené à la création du Droit International Humanitaire qui a pour but de réduire autant que possible les conséquences regrettables de ces guerres par le respect de la législation relative à ces conflits armés. Signataire de cette convention, le Burkina Faso a créé le Comité Interministériel des Droits Humains (CIMDH) pour veiller à sa

mise en application. D'où cette séance que celui-ci organise à l'endroit de parlementaires.

Sont concernés par cette sensibilisation, les membres des commissions des Affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH), des Affaires étrangères et des Burkinabé de l'étranger (CAEBE), de la Commission de la Défense et de la Sécurité (CODES), ceux membres du Réseau des parlementaires pour les droits humains. Les autres commissions sont quant à celles représentées par un membre à cette séance à laquelle participent par ailleurs tous les parlementaires féminins de l'Assemblée Nationale (AN).

Pour le Secrétaire permanent du CIMDH Zakaria Nabolé, cette séance se justifie d'autant plus que le député « a pour rôle de la mise en œuvre de ces droits. » Laquelle mise en œuvre se traduit par la ratification, l'initiative de loi et l'interpellation du gouvernement en cas de besoin. La séance a de ce fait vocation à permettre aux participants de disposer d'outils à même de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de législateur sur la question des droits humains. Le président de l'Assemblée Nationale dit porter espoir que les participants puissent tirer profit de cette sensibilisation et qu'ils en fassent profiter leurs homologues.

Soumana Loura pour SCI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération :

Le parlement français soutient les efforts de développement au Burkina Faso

Région du Centre



Le Premier ministre échangeant avec son hôte.

Le Premier Ministre, Paul Kaba THIEBA, a reçu en audience le vendredi 25 novembre 2016, la Présidente de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale française, Patricia ADAM. Les échanges ont tourné autour de plusieurs sujets, notamment le développement, l'économie, la formation professionnelle des jeunes.

Le développement du Burkina Faso préoccupe bon nombre de ses partenaires. Ceux-ci le témoignent aux

autorités burkinabè et entreprennent des actions pour relever les défis liés à son développement. C'est dans cette dynamique que l'on peut situer l'entretien entre le premier ministre Paul Kaba THIEBA et la Présidente de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale française, Patricia ADAM, le vendredi 25 novembre 2016. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur différents sujets en relation avec le développement du « Pays des hommes intègres ».

« Nous avons parlé développement,

économie, formation des jeunes. Des contacts ont été pris entre autres sur ces points pour faire aboutir les projets que souhaite développer le Premier Ministre en matière de formation des jeunes et d'excellence technologique dans votre pays », a expliqué la parlementaire française.

Le terrorisme gagne du terrain et le Burkina Faso et bien d'autres pays sont confrontés à cette menace. Les actes terroristes constituent, selon l'hôte du Premier Ministre, un handicap pour le développement des pays. Patricia ADAM pense donc qu'il faut fédérer les efforts pour venir à bout de ce

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.



Photo de famille.

phénomène. « En matière de sécurité, il y a déjà beaucoup de choses qui sont déjà faites, en particulier au niveau du G5 Sahel qui réunit l'ensemble des pays de la zone du Sahel avec la force française Barkhane. Vous avez subi des actes terroristes également au Burkina Faso. Nous avons vécu les mêmes types d'actes de terrorisme.

L'ennemi était le même que ce soit ici, en France, en Belgique. Nous avons un ennemi commun, donc il faut que l'on soit ensemble pour lutter contre cet ennemi commun pour que nos populations vivent dans la sécurité. Parce que sans sécurité il n'y a pas de développement ».

Le premier Ministre a fait part de ses ambitions pour la formation des jeunes et Patricia ADAM a rassuré le chef du gouvernement de la disponibilité du parlement français à accompagner les autorités burkinabè dans ce domaine.

DCI/PM

COMMUNIQUE



Nos unités sont présentes sur les routes afin de prévenir les excès de vitesse.

Les vitesses à ne pas dépasser: 50 km/h en agglomération et 90 km/h hors agglomération.

#Attention : tout choc frontal au-dessus de 80 km/h entraîne quasi

inévitablement la mort ou des séquelles irréversibles pour tout passager même avec la ceinture attachée...soyez donc prudent.

Nous vous souhaitons un excellent week-end.

La Gendarmerie Nationale , une force humaine à votre service.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conférence PNDES du Centre :

« Les populations ont compris les enjeux du PNDES et la vision du gouvernement » Paul Kaba THIEBA

Région du Centre



Le présidium.

Le samedi 19 novembre 2016, c'est la région du Centre qui a accueilli la dernière Conférence publique régionale du Premier ministre Paul Kaba THIEBA sur le PNDES. A la maison du peuple à Ouagadougou, la population du Centre s'est fortement mobilisée pour comprendre ce nouveau référentiel de développement, apporter leurs contributions et également porter leurs préoccupations. Le chef du gouvernement dit tirer une grande satisfaction de la mobilisation et de l'intérêt porté par les populations pour ces échanges. Entamées depuis le 10 septembre dernier, les tournées régionales d'explication du Plan national de développement économique

et social (PNDES) ont pris fin le samedi dernier dans la région du Centre. C'est la maison du peuple à Ouagadougou qui a abrité l'évènement.

Le Premier ministre a débuté sa présentation en soulignant de prime abord que le PNDES diffère des référentiels de développement antérieurs de par le diagnostic sans complaisance qu'il fait des problèmes qui minent le développement de notre pays. Paul Kaba THIEBA renchérit en soutenant que : « *Le PNDES dit la vérité sur la situation économique de notre pays et les remèdes visent à sortir définitivement le Burkina Faso de la pauvreté et à le mettre sur une trajectoire de forte croissance durable et inclusive* ».

En effet, ce nouveau référentiel repose sur trois axes à savoir réformer les institutions et moderniser l'administration, développer le capital humain et enfin dynamiser les secteurs porteurs de l'économie.

Pour ce qui est du premier axe, le gouvernement de Paul THIEBA entend développer la démocratie, la justice et les droits humains. Un système de redevabilité sera mis en place obligeant les gouvernants à rendre compte et l'administration publique dépolitisée : responsabilisation d'agents compétents, promotion de la transparence, de l'alternance et la lutte contre la pauvreté.

Le second axe qui porte sur le développement du capital humain

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

prend en compte l'éducation et la santé. En matière d'éducation, « nous allons réformer l'école burkinabè. L'école doit permettre à nos enfants de sortir avec un savoir-faire. En plus de l'enseignement général, nous allons construire des lycées techniques et professionnels dans toutes les régions et revaloriser les séries C pour susciter les vocations scientifiques. Notre pays doit former des ingénieurs qualifiés dans tous les domaines porteurs pour espérer asseoir les bases d'un développement véritable. C'est pourquoi l'éducation est pour nous un secteur très important » a dit Paul Kaba THIEBA.

En matière de santé, la vision du gouvernement est claire : aucun burkinabè ne doit faire plus de 5km avant de trouver un centre de santé. « Nous allons construire des centres de santé dans tout le pays. Dès 2017, un centre de santé spécialisé en cardiologie, un autre en hémodialyse et un troisième en oncologie seront créés » a déclaré le Premier ministre. Le dernier axe portant dynamisation des secteurs porteurs de l'économie passe par une amélioration de la



L'assistance.

productivité et de la compétitivité à travers une maîtrise de l'eau, de l'énergie, la construction d'infrastructures routières...

Pour le Premier Ministre, le bilan de sa tournée dans les 13 régions est positif « J'ai eu la chance de

parcourir les 13 régions du pays, mais s'il y a une leçon que je retiens, c'est que les populations ont bien compris l'essence du message et qu'elles adhèrent. Elles ont aussi compris les enjeux du PNDES et la vision du gouvernement qui traduit celle du Président du Faso qui consiste à placer notre pays sur une trajectoire de croissance forte et rompre avec la pauvreté. »

La Coordination des mouvements et associations pour la vulgarisation du programme du Président qui est l'initiatrice de cette activité se dit satisfaite d'avoir tenu le pari de la tournée dans les 13 régions du pays pour communiquer avec la population sur ce nouveau référentiel. « Au Sortir de la tournée que nous avons pu faire dans les 13 régions, nous tirons une grande satisfaction de la mobilisation et de l'intérêt porté par les populations pour ces échanges autour du PNDES. C'est une première que de travailler à une appropriation à la base et les populations ont compris cela. Elles sont sorties massivement pour comprendre le projet du Burkina



L'assistance.

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

de demain à travers le PNDES » a indiqué Adams Boris OUEDRAOGO, le Président national du comité d'organisation de ces tournées. Dans toutes les régions, les populations ont exprimé des attentes et des préoccupations concernant la mise en œuvre du PNDES. La coordination pense avoir fait œuvre utile en permettant à la population de pouvoir s'adresser directement à l'autorité. « C'est un acte de civisme par exemple que d'aller en contact de

la population. Le fait de ne pas fuir les préoccupations de la population est en soi quelque chose de positif. Le fait d'écouter les populations les soulage. Maintenant au regard de ce qui a été dit, il y a des choses qui peuvent être changées ou améliorées par l'autorité et il y a des choses qui doivent avoir l'appui et l'engagement personnel de chacun au niveau de la base afin que les lignes bougent. » a indiqué Adams Boris OUEDRAOGO.

Après cette tournée dans les régions, le gouvernement s'attèle à relever un autre défi concernant la mise en œuvre du PNDES qui est l'organisation de la table ronde des bailleurs de fonds qui se tiendra les 7 et 8 décembre prochain à Paris. Cette table ronde devrait permettre de lever les fonds nécessaires pour le financement du PNDES.

DCI/PM

Appel à candidature pour le recrutement de Magistrats et de Greffiers en chef au compte de la Cour Pénale Spéciale en République Centrafricaine



Le Représentant permanent du Burkina Faso auprès des Nations Unies informe par l'entremise du Directeur Général de la Garde de Sécurité Pénitentiaire, point focal des Nations Unies, de l'appel à candidature aux postes d'experts dans les domaines judiciaires (Magistrats et Greffiers en chef), en vue de déploiement au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA) pour la mise en place d'une Cour Pénale Spéciale (CPS).

En raison des délais impartis, les dossiers de candidatures sont attendus au plus tard le 02 décembre 2016 au service des Opérations de Maintien de la Paix et de la Coopération à la Direction du Personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire.



Simon Compaoré aux Dozos : « Chaque région crée son association en fonction de sa spécificité ».

Région des Hauts-Bassins



Le ministre Simon COMPAORE accueilli chez les Dozos.

A l'occasion de la cérémonie officielle de sortie de la 42ème promotion des élèves sous-officiers de la Gendarmerie à Bobo-Dioulasso, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, a saisi l'occasion pour rencontrer la confrérie Dozo de l'Ouest. Il s'est agi de les informer sur le décret adopté en conseil de ministre portant sur une nouvelle formule la Police de Proximité.

Pour le Ministre d'Etat, cette nouvelle formule de la Police de proximité émane des populations au niveau des communes et dans les villages.

Le décret démontre comment les Forces de défense et de sécurité vont travailler avec ces associations qui œuvrent dans le domaine de la sécurité dont les Dozos. Nous sommes venus aussi, dit-il, « vous informer qu'il y aura des missions après les festivités du 11 décembre 2016 qui vont parcourir toutes les treize (13) régions du Burkina pour expliquer le contenu de ce décret qui est l'implication des populations à la production de la sécurité pour l'ensemble des citoyens.

Simon Compaoré a également saisi l'occasion pour apporter des éclaircissements par rapport aux rumeurs qui courraient qu'il venait forcer imposer l'implanter des

Koglwéogo à l'Ouest. Je profite vous dire que « les koglwéogo ne sont pas une création de l'Etat, tout comme les Dozos n'ont pas demandé l'avis de l'Etat avant de les créer. Chaque région en fonction de sa spécificité crée son association. Ce que nous demandons, c'est que les associations qui se disent travailler dans le domaine de la sécurité, respectent les lois de la République. Et c'est pour ça que nous avons parlé d'encadrement ». Il a terminé ces propos, en signifiant aux Dozos que personne ne peut imposer l'autre à créer ce qu'il ne veut pas.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Ecole Nationale des Sous-Officiers de la Gendarmerie :

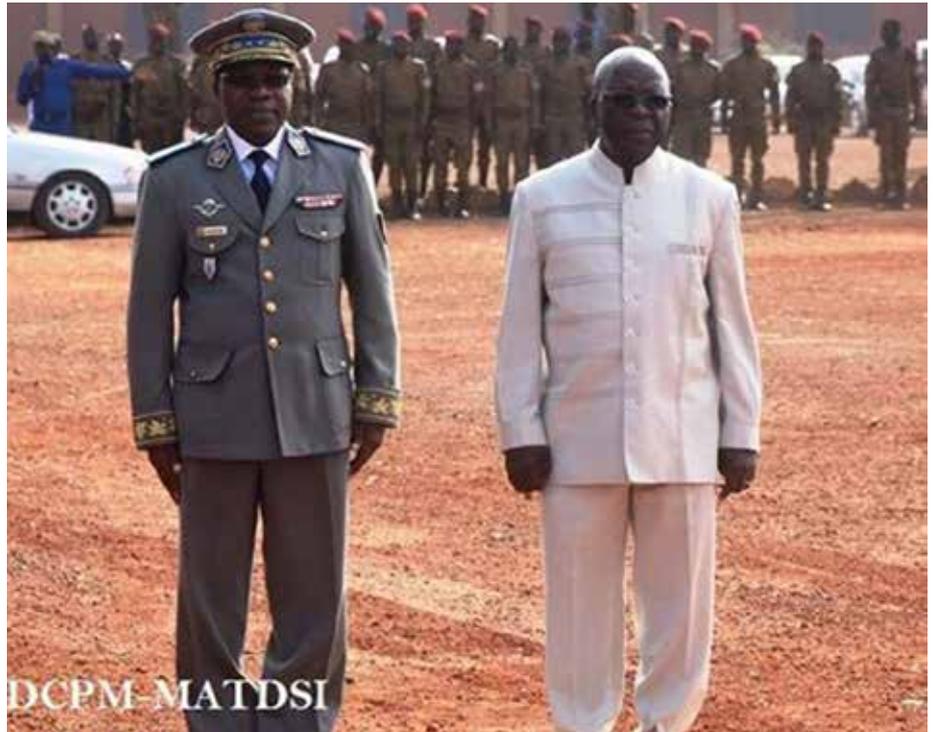
La promotion « Adjudant Adrien Ouédraogo » mise à la disposition de la Nation Burkinabè

Région du Centre

Le Ministre d'Etat, Simon Compaoré a patronné la cérémonie officielle de sortie de la 42ème promotion des élèves sous-officiers de la Gendarmerie nationale, le mardi 29 novembre 2016 à Bobo-Dioulasso. Ce sont au total 754 sous-officiers dont 24 filles qui ont été mis à la disposition de la nation. La promotion a pris pour nom « l'Adjudant Adrien Ouédraogo » et son parrain est le Colonel de la Gendarmerie à la retraite Souley Mohamed.

Le MDL Sidibé Adama, major de la 42ème promotion, a rassuré Monsieur le ministre sur l'aptitude de la promotion. « La 42è promotion se sent apte à assumer toutes les missions et les responsabilités à lui confiées, et à servir la Gendarmerie Nationale, les Forces Armées Nationale et la nation toute entière, avec conscience et conviction », a-t-il laissé entendre.

Pour le Ministre d'Etat, ces jeunes sous-officiers sont les bienvenus, au moment où nous livrons bataille contre ceux qui troublent la quiétude des honnêtes citoyens. « Au vu



Le ministre d'Etat Simon COMPAORE a patronné la cérémonie.

de ce qui s'est passé au cours de la cérémonie, je puis dire qu'il y a de la capacité, du potentiel et du savoir-faire en ses jeunes et ça rassure la population. Il ne nous reste plus qu'à les accompagner par les renseignements si non, nous serons toujours limités. C'est l'occasion pour

moi d'appeler les populations de cette parties du Burkina à accompagner les Forces de Défense et de Sécurité dans la lutte qu'elles mènent pour la paix, la tranquillité et la quiétude dans notre pays », a-t-il ajouté. La cérémonie a pris fin par des démonstrations de techniques apprises au cours de la formation suivi d'un défilé des troupes.



La promotion sortante.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



ANNONCES



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE DE KAYA (ESPK)



À l'occasion de la clôture des activités de son

10^e
2006 - 2016 anniversaire

l'École Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) organise :

Samedi 03 décembre 2016

Journée Portes Ouvertes

Sous le parrainage de M^{me} le Gouverneur de la Région du Centre Nord

A partir de 8H30 :

- Panel sur la Thématique du Développement Durable.

4 sous-thèmes seront abordés :

- ★ **L'économie verte,**
- ★ **Les énergies renouvelables,**
- ★ **La construction en matériaux locaux,**
- ★ **La gestion des ressources en eau.**

- Exposition de :

Produits et Réalisations d'Entreprises : ZI MATERIAUX, SN MAVICO, LEGRAND, LNBTP, CARRURE, CCVA, BTI, YAM INTERNATIONAL, SAAT.

Mini projets des étudiants de l'ESPK : GC - GEII - GHR, FC/MGC

- Kermesse :

Boissons, jus, plats de diverses cultures, Grillades, jeux divers.

A partir de 20H00 : Nuit culturelle

Dimanche 04 décembre 2016

- 9h30 : MESSE D'ACTION DE GRACES

- 12h00 : KERMESSSE

- 16h00 : MATCH DE FOOTBALL

Remerciements : • Conférence Episcopale Burkina Niger • Catholic Relief Service • Caisse Nationale de Sécurité Sociale • Economat diocésain Kaya • OCADES Kaya • Radio Notre-Dame Kaya • Direction diocésaine de l'enseignement catholique Kaya • Banque Of Africa • Clinique Notre de la Paix



L'ESPK : l'excellence pour mieux servir !



Avis de recrutement

Poste : Développement des affaires et Consultant Corporate Engagement

Lieu : Istanbul, TURQUIE

Date limite de candidature :
03-Dec-16 (Minuit New York, États-Unis)

Type de contrat : c o n t r a t individuel

Niveau du poste :
International Consultant

Langues requises : Anglais

Date de commencement :
(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 01-Jan-2017

Durée du contrat initial estime que 1 Janvier, 2017-31 Décembre, 2017

Durée prévue de la mission :
environ 225 jours ouvrables

Historique

Lancé à l'ONU en 2008, le Business Call to Action (BCtA) vise à accélérer les progrès vers les objectifs de développement durable (ODD) en remettant en cause les entreprises à développer des modèles d'entreprise inclusifs qui engagent les gens à la base de la pyramide économique (BoP) - les personnes ayant moins de 8 \$ US par jour dans le pouvoir d'achat - en tant que consommateurs, les producteurs, les fournisseurs et les distributeurs de produits et services

Le BCtA est une alliance multilatérale unique entre les gouvernements donateurs - y compris le ministère néerlandais des Affaires étrangères, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), le Département britannique pour le développement international

(DFID), l'Agence américaine pour le développement international (USAID), et Ministère finlandais des Affaires étrangères, et avec le Programme des Nations Unies, qui accueille le secrétariat. Il bénéficie également de la collaboration des institutions mondiales de premier plan tels que le Pacte mondial des Nations Unies.

Plus de 170 entreprises, allant des multinationales aux entreprises sociales, et travaillant dans 65 pays, ont répondu à l'BCtA en nous engageant à améliorer la vie et les moyens d'existence de millions dans les pays en développement grâce à l'accès aux marchés, les services financiers, les soins de santé abordables, l'eau et l'assainissement, l'éducation et d'autres services essentiels. sociétés membres BCtA sont leaders du marché qui fournissent des exemples de modèles efficaces, rentables et évolutives pour atteindre les communautés pauvres et de contribuer au développement mondial.

Le Consultant Développement et Culture d'entreprise Engagement travaillera sous la supervision du directeur de programme de l'Appel à l'action.

Devoirs et responsabilités

Le Consultant Business Development et Corporate Engagement fournira les services suivants au Secrétariat BCtA sous la supervision du gestionnaire du programme du Business Call to Action:

partenariats de mobilisation et de sensibilisation des entreprises

- Réaliser le marché et la recherche de l'industrie pour identifier les entités du secteur privé

avec des modèles de IB innovants et de qualité et de construire un pipeline efficace pour l'engagement et l'adhésion.

- Mener ciblée, la sensibilisation proactive aux entreprises et aux partenaires du secteur privé pour renforcer la visibilité mondiale de BCtA et élargir BCtA base de membres.

- Soutien des entreprises dans le processus de demande de BCtA ciblée en identifiant les initiatives admissibles, aider à la présentation de la demande, et la gestion du processus d'examen des demandes.

- Identifier et stratégie de conception pour le renouvellement des engagements et a continué l'engagement des membres des membres existants.

- Développer emplacements de marketing pour des publics adaptés, y compris des groupes cibles d'affaires (EMN, LNCs et les entreprises sociales) sur la base de la proposition de valeur de l'BCtA.

- Organiser et participer à des événements mondiaux et régionaux pertinents pour augmenter la base d'adhésion, créer des partenariats et de déployer des offres et des outils de service de BCtA.

Due diligence, évaluation des risques et gestion des risques

- Procéder à la diligence et l'évaluation des risques en raison des entités du secteur privé pour un engagement potentiel, pipeline build-up et de l'adhésion, conformément aux directives et politiques du PNUD et des donateurs.

- Développer la gestion des risques et des stratégies d'atténuation pour le nouveau portefeuille de membre et de créer une base de

La suite à la page 15.



La suite de la page 14

données de profils d'évaluation des risques.

- Procéder à une évaluation des nouvelles demandes de membres contre les critères de la BCtA d'admissibilité, les normes d'adhésion et de l'engagement à la meilleure entreprise et de pratiques ESG en ce qui concerne les engagements de l'IB.

- Fournir des conseils aux entreprises membres sur les normes d'adhésion et les meilleures pratiques ESG et de gestion.

Le développement des affaires, le renforcement des capacités et le partage des connaissances

- Travailler avec le Secrétariat BCtA sur le développement, la personnalisation et le déploiement des BCtA outils, produits et services.

- la formation de la conception et du matériel de communication pour les activités de développement des affaires et de renforcement des capacités.

- Réaliser le développement des affaires et des activités de renforcement des capacités sur l'IB et des sujets et des pratiques ESG et de gestion des affaires ODD liées, notamment en collaboration avec les partenaires régionaux et mondiaux.

- Extraire et analyser les meilleures pratiques, l'analyse du portefeuille, les tendances de l'industrie, les innovations et les leçons apprises grâce à des activités de développement des affaires et de renforcement des capacités afin de contribuer à la création, le partage et la diffusion des produits du savoir BCtA phare.

partenariats de mobilisation et de sensibilisation des entreprises

- Soumettre pipeline / plan de sensibilisation et un terrain de marketing qui identifie les entreprises ciblées, des activités de sensibilisation, de la stratégie de réengagement et des propositions de valeur de BCtA audience sur mesure. En 1 mois de la signature du contrat.

- Au moins 200 entreprises avec évolutives initiatives d'entreprise inclusifs identifiés par des études de marché de haute qualité, innovants et des activités de sensibilisation et d'événements pour constituer un pipeline efficace pour l'engagement et l'adhésion; dossiers de toutes les communications et la sensibilisation maintenus grâce à la base de données Salesforce.

Liste des pipelines soumis sur une base mensuelle avec attendre au moins 20 entreprises identifiées par mois. Dans les 10 mois suivant la signature du contrat

- Au moins 20 nouvelles entreprises sont pourvues de conseils et de soutien en remplissant et en soumettant les demandes d'adhésion qui donnent lieu à l'adhésion réussie. Au moins 20 nouveaux membres recrutés vers le BCtA.

Attendus au moins 1-2 sociétés qui présentent des demandes d'adhésion par mois. Dans les 12 mois suivant la signature du contrat

- Au moins 3 engagements renouvelés fixés par les sociétés membres existants. Dans les 7 mois de la signature du contrat

- participation Secure BCtA dans au moins 2 événements stratégiques (régionaux ou mondiaux), et de fournir un calendrier des événements stratégiques liés à IB et ODD. Dans les 12 mois suivant la signature du contrat

Due diligence, évaluation des risques et gestion des risques

- Due diligence et l'évaluation des risques menées au moins 72 entreprises selon le PNUD et les lignes directrices et les politiques des partenaires.

Attendu au moins 6 due diligences par mois. Dans les 12 mois suivant la signature du contrat

- Au moins 40 sociétés ont fourni des conseils sur l'adhésion et les critères d'admissibilité et les pratiques ESG.

Attendu au moins 3-4 consultations avec le secteur privé et les partenaires par mois. Dans les 12 mois suivant la signature du contrat

- Profils d'évaluation des risques (Rats) et d'atténuation des risques Au moins 20 stratégies développées pour les nouveaux membres

Attendus au moins 1-2 RAT et stratégies par mois. Dans les 12 mois suivant la signature du contrat

Le développement des affaires, le renforcement des capacités et le partage des connaissances

- Le matériel de formation et de communication pour les activités de développement des affaires et de renforcement des capacités développées, y compris les notes conceptuelles, des agendas, des documents d'information, la formation détaillée et des plans de session, les guides des animateurs qui accompagnent les enquêtes matériel de formation (documents, présentations, post et pré-formation.

Le Consultant devra personnaliser les matériaux développés selon le contexte demande / formation.

Dans les 3 mois de la signature du

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

contrat

- Au moins 2 développement des entreprises et le renforcement des capacités événement organisé / co-organisé le IB et le sujet ODD liés. Dans les 10 mois suivant la signature du contrat
- Au moins 60 entreprises ont atteint par le biais des activités de renforcement du développement des affaires et de capacité Dans les 10 mois suivant la signature du contrat
- Au moins 1 connaissances produit co-créé sur IB et connexes ODD-sujets résultant du développement des affaires et des activités de renforcement des capacités Dans les 12 mois suivant la signature du contrat

Exigences de déclaration

- Le consultant doit faire rapport au Directeur de Programme du BCtA. Le consultant doit fournir des mises à jour mensuelles sur les progrès réalisés en termes de résultats attendus ci-dessus.
- Le consultant doit prendre en charge le Secrétariat BCtA dans d'autres tâches de sensibilisation pertinentes qui peuvent survenir au cours de la période d'affectation.
- Le Consultant doit être prêt à entreprendre Voyage international au nom du Secrétariat au cours de la période d'affectation si nécessaire et les frais de voyage seront pris en charge suivant les règles et procédures du PNUD. Missions liées coûts ne devraient pas être inclus dans la proposition financière, car ils seront couverts séparément selon les règles du PNUD.
- Les paiements pour les travaux réalisés sont effectués sur une base mensuelle en fonction

des livrables présentés et jugés satisfaisants par le Secrétariat.

- L'affectation nécessite la présence complète à la base de BCtA à Istanbul, Turquie pour la durée du contrat.

Compétences

compétences d'entreprise:

- Preuve d'intégrité en modélisant les valeurs de l'ONU et des normes éthiques;
- Favorise la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD;
- Affiche culturelle, le sexe, la religion, la race, la nationalité et la sensibilité à l'âge et la capacité d'adaptation;
- Traite tous les gens assez sans favoritisme;
- Remplit toutes les obligations de la sensibilité entre les sexes et la tolérance zéro pour le harcèlement sexuel.

Les compétences fonctionnelles:

- sensibilisation et de plaidoyer Solides compétences en questions relatives au secteur privé et le développement;
- Une connaissance approfondie du développement du marché inclusif, les tendances actuelles de conduite de création de valeur, les modèles d'affaires compris dans divers secteurs et industries, ainsi, de la maturité de l'entreprise inclusive, les questions de durabilité de l'entreprise et les objectifs de développement durable (ODD) cadre pour engager les entreprises du secteur privé dans les initiatives d'affaires compris qui contribuent aux ODD et bénéficient

de la base de la pyramide;

- Une compréhension claire des pilotes d'affaires des entreprises opérant dans les pays en développement et en engageant la base des populations de la pyramide dans leurs chaînes de valeur, ainsi que la familiarité avec l'innovation de la chaîne de valeur et l'innovation technologique pour promouvoir les affaires inclus;
- La connaissance des pratiques commerciales durables et responsables ainsi que les normes et les politiques ESG;
- compétences techniques solides dans l'évaluation des risques et la diligence raisonnable des entreprises du secteur privé;
- Compétences dans l'identification des entreprises avec des initiatives d'entreprise inclusifs évolutifs de haute qualité, d'innovation et et la capacité d'employer une approche adaptée, persistante et pratique à la société de sensibilisation et derecrutement;
- compétences techniques fortes dans le développement et le déploiement de modules de formation, des outils; événements et activités de renforcement des capacités organisation;
- Connaissance des donateurs internationaux, des organisations de développement durable de l'entreprise, IFD, normes de l'entreprise et les acteurs ODD, les réseaux et les associations, les ONG, les médias mondiaux et d'autres acteurs qui travaillent dans le secteur privé dans les pays en développement pour promouvoir les affaires inclus;
- Volonté de pro-activement

La suite à la page 17



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

connaissances et leur expérience;

- Excellentes compétences en communication écrite et orale en anglais; et
- compétences analytiques et rédactionnelles.

Compétences comportementales:

- travailleur productif et efficace, très motivé;
- Excellentes compétences organisationnelles et capacité à prioriser les tâches;
- Esprit d'analyse, de recherche et de compétences en écriture et capacité démontrée à penser de façon stratégique;
- et axé sur les résultats axés sur la performance;
- Persistance et la volonté de suivre à travers;
- plaidoyer et de sensibilisation des compétences et la capacité de communiquer clairement et rapidement forts;
- Capacité à prendre des instructions et d'apprendre sur le tas;
- Aptitude à rédiger de façon claire et convaincante, en adaptant le style et le contenu à différents publics et de parler clairement et de manière convaincante, démontrant les techniques de présentation solides à des réunions, et d'adapter le style et le contenu à différents publics.

Qualifications et expériences requises

Academic Qualifications / Education:

degré dans les relations internationales, le développement

international, la politique publique, ou d'autres domaines pertinents, tels que les sciences sociales, l'économie, de l'administration des affaires de Master.

De l'expérience:

- Minimum 7 ans d'expérience combinée dans le secteur privé et dans le secteur du développement travaillant sur les questions du secteur privé;
- Expérience de travail avec les Nations Unies ou d'organisations similaires souhaitables;
- Connaissance manifeste de l'entreprise inclusive/social business / valeur partagée / Responsabilité sociale des entreprises (RSE) / approches fondées sur le marché pour le développement;
- Connaissance manifeste, la compréhension et l'expérience de travail avec des entreprises avec des initiatives d'affaires inclusive existantes et l'écosystème pertinents à l'appui de l'entreprise inclus souhaitable;
- Expérience confirmée dans la conduite de l'environnement, la diligence raisonnable sociale et de gouvernance (ESG), évaluation des risques et la gestion des risques des entités du secteur privé;
- Expérience de l'utilisation des directives système de diligence raisonnable de l'ONU comme un atout;
- Expérience avérée de développer des modules et outils de formation et la prestation de formations, des ateliers, des webinaires, etc .;
- Doit être compétent avec le CRM et la gestion des données.

Connaissances linguistiques:

- Excellente écriture, l'édition, et les compétences en communication orale en anglais;
- Une connaissance pratique d'une autre langue (s) officielle de l'ONU est souhaitable.

Évaluation des candidats

Les consultants individuels seront évalués sur la base d'une analyse cumulative en tenant compte de la combinaison des qualifications des candidats et la proposition financière.

L'attribution du marché devrait être faite au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme:

- a) sensibles / conformes / acceptable, et
- b) Après avoir reçu le score le plus élevé à partir d'un ensemble prédéterminé de technique (P11 et lettre de motivation examen pondéré de bureau et interviews) et des critères financiers spécifiques à la sollicitation.

Seuls les candidats les mieux classés qui seraient jugés qualifiés pour le travail sur la base de l'examen de la réception seront invités à une entrevue.

Critères techniques - 70% de l'évaluation totale - max. 35 points:

- Critères A - max. 9 points:
- fiche manifeste de trace de l'engagement des entreprises avec succès, le recrutement du secteur privé vers les plates-formes de type d'adhésion et le renforcement des

La suite à la page 18.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17.

partenariats; (maximum 3 points)

- Connaissance de l'entreprise inclusive / social business / valeur partagée / Responsabilité sociale des entreprises (RSE) / approches fondées sur le marché pour le développement; (maximum 3 points)

- les connaissances et l'expérience de travail avec des entreprises avec les initiatives existantes d'affaires inclusive et l'appui écosystème d'affaires compris pertinente (maximum 3 points)

- Critères B - points max: 8

Expérience confirmée de mener ESG du secteur privé diligence raisonnable et de l'évaluation des risques ainsi que l'élaboration de stratégies d'atténuation des risques, et de l'expérience en utilisant système des Nations Unies des directives de diligence raisonnable

- Critères C - points max: 8

Expérience confirmée de la conception et la mise en œuvre des formations de développement des affaires et des activités de renforcement des capacités qui ont trait à des affaires / valeur et ODD partagée inclusive

- Critères D - Points max: 3

Examen documentaire de brève méthodologie de la façon d'aborder ce travail, comme l'a demandé sur les procédures de demande ci-dessous

- Critères E - Points max 7 (Interview)

- plaidoyer et de sensibilisation des compétences et la capacité de communiquer clairement et rapidement forts; (2 points)

- Esprit d'analyse, de recherche et de compétences en écriture et capacité démontrée à

penser de façon stratégique;(1,5 points)

- Une compréhension claire des pilotes d'affaires des entreprises opérant dans les pays en développement et en engageant la base des populations de la pyramide dans leurs chaînes de valeur; (2 points)

- Persistance et la volonté de suivre à travers; (1 points)

- Une connaissance pratique d'autres langues officielles de l'ONU. (0,5 points)

Critères financiers - 30% de l'évaluation totale - max. 15 points

Seuls les candidats qui auront au moins 70% des points dans les critères A, B, C et D seront considérés pour l'entrevue; et seuls les candidats qui auront au moins 70% des points dans l'entrevue seront pris en considération pour l'évaluation financière.

Les procédures de demande

Les candidats qualifiés sont invités à postuler en ligne via ce site. La demande doit contenir:

- Lettre de motivation expliquant pourquoi vous êtes le candidat le plus approprié pour le poste annoncé et une brève méthodologie sur la façon dont vous allez aborder et diriger les travaux. S'il vous plaît coller la lettre dans la section «CV et motivation» de la demande électronique.

- Formulaire P11 Rempli y compris l'expérience acquise dans des projets similaires et les coordonnées des arbitres

(formulaire vierge peut être téléchargé

à partir de http://europeandcis.undp.org/files/hrforms/P11_modified_for_SCs_and_ICs.doc); s'il vous plaît télécharger le P11 au lieu de votre CV.

- Proposition financière * - spécifiant a) montant total forfaitaire en dollars américains pour les tâches spécifiées dans cette annonce, b) les déplacements de / vers le lieu d'affectation.

- Les demandes incomplètes ne seront pas considérées. S'il vous plaît assurez - vous que vous avez fourni tous les documents demandés

* S'il vous plaît noter que la proposition financière est tout compris et doit tenir compte des divers frais engagés par le consultant / contractant pendant la durée du contrat (par exemple , les frais, l'assurance maladie, la vaccination et toutes les autres dépenses pertinentes liées à la prestation de services ...).

Les paiements seront effectués uniquement lors de la confirmation du PNUD sur la prestation sur les obligations contractuelles d'une manière satisfaisante.

Consultants individuels sont responsables de veiller à ce qu'ils ont vaccinations / inoculations lorsque vous voyagez à certains pays, tels que désignés par le directeur médical de l'ONU. Les consultants sont également tenus de se conformer aux Nations Unies directives de sécurité énoncées à l'dss.un.org

Termes et conditions générales, ainsi que d'autres documents connexes peuvent être trouvés sous: <http://on.undp.org/t7fJs>.



Avis de recrutement

**POSTE : Administrateur/trice
Algérie National à temps complet**

Description

Bref descriptif du poste (tâches, activités)

1/ Gestion comptable et financière de la mission

Assiste, en lien et avec l'appui de l'équipe finance Maghreb, les différents Chefs de Projets de la mission Algérie à la construction et au suivi des différents budgets internes et bailleurs ;

Assure le suivi financier des différents partenaires (projets et prestataires) tout au long de la durée des contrats ;

Prépare et transmet mensuellement le prévisionnel de trésorerie de la mission ;

Assure la conformité des procédures d'engagement des dépenses à tous les stades et niveaux d'acteurs concernés (visa des responsables, plafond d'autorisation, mode et délais de règlement) ;

2/ Gestion administrative des ressources humaines

Rédige les contrats de travail.

Constitue et suit les dossiers du personnel, local et expatrié ;

Supervise la comptable dans la préparation de la paie du personnel national (calcul et paiement) et suivi des congés/absences ;

3/ Gestion du cadre juridique et respect de la législation

S'assure du respect des formalités exigées par les instances gouvernementales dans les délais requis.

Appuie les Chefs de Projet dans

l'écriture des conventions pour les partenariats projets ou les prestations et archive les conventions signées.

Prépare et archive les contrats d'assurance, de prestations de service et de location des locaux du programme.

4/ Organisation administrative et cadre de fonctionnement

Rédige et met à jour avec son responsable direct les écrits retraçant l'ensemble des procédures de fonctionnement et de gestion d'application en Algérie, dans le respect des cadres définis au niveau Régional. Il contribue activement à la définition de ces cadres régionaux comme à leur bonne connaissance et application par l'ensemble des équipes Handicap International en Algérie.

5/ Gestion logistique

Supervise le logisticien et coordonne le bon fonctionnement matériel et la gestion des biens du programme, dans le respect de la politique d'approvisionnement et des règles de gestion des biens de l'association définies par le siège régional.

Ville Alger

Profil Attendu :

Qualifications : Bac +4 minimum, en comptabilité, gestion, ou organisation du travail ou diplôme équivalent.

Expérience : 3 ans d'expérience sur un poste similaire ou sur un poste à gestion administrative et financière complexe. Expériences de travail en ONG appréciée.

Compétences : Très bonne maîtrise du pack Office et connaissance de la loi algérienne. Excellentes capacités rédactionnelles. Compétences

avérées ou potentielles en management, coordination et formation.

Handicap International ne procède à aucune discrimination à l'embauche et encourage vivement les personnes en situation de handicap à postuler.

Langues parlées

Français écrit et parlé. Arabe courant

Anglais un plus

Qualités : Forte capacité à encadrer, déléguer et organiser. Diplomatie, impartialité et capacité à prendre des initiatives. Flexibilité et adaptation.

Fonctions: Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités : Economie, Finance, Administration

Pays : Afrique, Algérie

Contrat CDD

Durée du contrat

CDD de droit algérien de 1 an renouvelable

Documents à envoyer

Composition du dossier de candidature –

Lettre de candidature, CV et trois références professionnelles.

Nom de la personne contact

Les dossiers complets seront adressés par email à l'adresse suivante sous la référence « HI ALG ADM 2016 » : contact.algerie@hi-maghreb.org avant le 15 décembre 2016

Email de la personne contact
contact.algerie@hi-maghreb.org

Date de fin de validité 15/12/2016



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Allassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAI DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR-ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

26 11 2016 AU 3 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@iscbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Ecole Supérieure de Commerce et d'Informatique de Gestion (GROUPE ESCO-IGES)

Membre de la Fondation universitaire Mercure/Bruxelles
1918, Boulevard MORO-NAABA ZOMBRE, 01 B.P. 5205 OUAGADOUGOU 01
Tél. : 25 34 39 15. E-mail : groupeescoiges@yahoo.fr - esco-iges@fasonet.bf
Etablissement d'Enseignement Supérieur agréé par l'Etat.
Lettre n° 2000/444 MESSRS du 16-05-00.

OFFRE EXCEPTIONNELLE DU GROUPE ESCO-IGES

Ecole supérieure de Commerce et d'Informatique de gestion (ESCO-IGES) : Inscrivez-vous à ESCO-IGES et bénéficiez d'une réduction de 25% de vos frais de formation.

Dans le cadre de la rentrée académique 2016-2017, le Groupe ESCO-IGES accorde du 21 novembre au 15 décembre 2016 une réduction exceptionnelle de 25% des frais de formation aux étudiants qui s'inscrivent en 1^{ère} année dans toutes les filières de formation.

Venez vite vous inscrire à ESCO-IGES du 21 novembre au 15 décembre 2016 et profitez de la réduction exceptionnelle de 25% sur les frais de formation.

ESCO-IGES : la performance, c'est l'Homme !



organisent

Sous le parrainage de Monsieur Damo Justin BARO

le 4^{ème} Séminaire international de formation sur

Les Concepts de la Finance Islamique

Du **14** au **16** décembre 2016
Ouagadougou - Burkina Faso

Info lines : +226 78 89 77 14 / +226 78 23 88 00 / +226 68 28 03 03